

*Les subsides*

l'accord actuel. Deuxièmement, l'opposition prétend que nous n'avons pas consacré suffisamment de temps à l'examen de l'Accord de libre-échange. Or, si l'opposition était plus attentive à ce qui se passe au Canada depuis cinq ans au delà des lignes de montage d'Oshawa elle saurait que les gens de l'Ouest réclament un accord de libre-échange depuis des années. L'Ouest a manifesté sa volonté en ce sens en 1911. Nous n'avons pas réussi à l'époque, mais nous comptons bien réussir cette fois-ci.

L'opposition officielle et le NPD savent bien que la libéralisation du commerce est un objectif national depuis des décennies et que cet objectif est devenu prioritaire au cours des 10 dernières années. Pour assurer la bonne marche de l'économie canadienne et le maintien de notre niveau de vie, il faut que nous puissions vendre les biens et les services que nous produisons. Nous écoupons notre production partout dans le monde. Nos exportations représentent 30 p. 100 de notre produit intérieur brut. Les États-Unis sont indiscutablement notre plus important partenaire commercial. Nous devons avoir à l'esprit certaines réalités économiques fondamentales lorsque nous examinons la question d'un accord de libre-échange.

De tous les pays membres de l'OCDE, seule l'Allemagne dépend davantage que le Canada du commerce international en termes de pourcentage du produit national brut. Notre pays est tourné vers le commerce extérieur. Il l'a toujours été et il le sera toujours. L'opposition a perdu de vue que cet accord de libre-échange s'inscrit dans la perspective historique de nos échanges commerciaux avec le monde. Le commerce extérieur est essentiel pour nous. Notre pays s'est développé grâce aux activités commerciales de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Compagnie du Nord-Ouest. Si les marchands de fourrures et les voyageurs ont construit des forts, sillonné le pays et établi des colons, c'est parce que le Canada offrait des perspectives commerciales.

Il en offre toujours et nous avons examiné des moyens de le mettre à profit. Le libre-échange en est un. De nombreuses personnes se sont penchées sur la question. Je pense au premier ministre Lougheed de ma province de l'Alberta, qui a fait valoir cette idée lors d'une conférence des premiers ministres. Il y voyait le moyen pour l'Ouest, et notamment pour l'Alberta, de réaliser son plein potentiel économique, en donnant aux Albertains une ouverture sur le marché américain. Il voyait aussi la menace que représentait le protectionnisme pour nos débouchés actuels aux États-Unis. Il était à l'avant-garde du débat sur le libre-échange et il a contribué à en faire la question d'intérêt national qu'elle est devenue aujourd'hui.

● (1540)

De nombreux groupes, économistes, professeurs, banquiers, hommes d'affaires, le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux, se sont penchés sur la question du libre-échange. L'une des études les plus notoires est celle effectuée à l'automne de 1982 par la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada sous le gouvernement précédent. Elle est mieux connue sous le nom de Commission MacDonald parce qu'elle était dirigée par l'honorable Donald Macdonald, titulaire du portefeuille des Finances à l'époque du gouvernement Trudeau.

Cette commission a conclu que des moyens inédits faisant appel à l'ouverture d'esprit, au courage, au sens de l'innovation

et à la détermination étaient maintenant de rigueur. Elle a engagé également le gouvernement à mettre tout en oeuvre pour nous assurer l'accès au marché américain dont nous dépendons de plus en plus à cause de l'attraction des forces économiques continentales.

Le gouvernement actuel n'a pas manqué de réagir en conséquence. Nous avons eu l'ouverture d'esprit et le courage qu'exigeaient les circonstances pour nous garantir l'accès au marché américain. Le temps, et toute une série d'événements internationaux, ont joué en notre faveur au point de nous permettre d'inscrire le libre-échange au programme législatif du Canada et des États-Unis. Mais l'opposition fait ce qu'elle peut pour que le libre-échange et l'incidence du protectionnisme américain sur l'état de notre économie figurent en dernière place dans nos ordres de priorité respectifs.

Nous avons passé des années à étudier le libre-échange et à en mesurer les conséquences. Pendant les négociations du GATT, de 1977 à 1979, les premiers ministres provinciaux ont reproché au gouvernement du Canada de ne pas engager une offensive sur deux fronts, de ne pas pratiquer une politique commerciale multilatérale au GATT et bilatérale avec les États-Unis. Nous ne nous en sommes pas sortis aussi bien que nous l'aurions dû lors des négociations du GATT, car nous ne faisons pas partie d'un bloc commercial comme la Communauté économique européenne et nous n'avions pas non plus l'influence de pays importants comme le Japon et les États-Unis. Nous ne pouvons pas compter non plus sur l'empathie des pays en voie de développement et divers autres groupes de pays du monde.

En 1980, Ronald Reagan a cherché à se faire élire en tant que président des États-Unis. L'un de ses premiers engagements concernait une amélioration des relations avec ses voisins continentaux, le Mexique et le Canada. En 1983, la Commission Macdonald a discuté de l'avenir de l'économie canadienne par le biais d'audiences publiques qui ont été tenues dans tout le pays. Elle a tenté d'établir où se trouvaient les débouchés sur le marché du travail.

Pendant ce temps, le Conseil économique de l'Ontario a publié un rapport de MM. Harris et Cox, dans lequel on affirmait qu'un accord commercial global avec les États-Unis permettrait aux Ontariens de profiter d'une augmentation de leur revenu réel et d'une baisse du prix de nombreux produits importés et fabriqués au Canada.

En 1984, cependant, les États-Unis ont commencé à accumuler un déficit commercial. Cela s'explique par une multitude de raisons, notamment, peut-être, un dollar surévalué. La situation en question ainsi qu'une réduction des exportations ont entraîné la présentation de projets de loi protectionnistes à la Chambre des représentants et au Sénat, aux États-Unis. La tendance en question aux États-Unis devenait de plus en plus menaçante pour le Canada.

En janvier 1985, le gouvernement conservateur récemment élu a établi trois solutions pour ce qui est d'assurer et d'améliorer notre accès aux marchés d'exportation. Le mois suivant, les premiers ministres se sont rencontrés pour en discuter. Un premier ministre de l'Ouest en particulier, Peter Lougheed, a appuyé sans équivoque la signature d'un accord de libre-échange.